Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 63 (1918)
Heft: 12

Rubrik: Chroniques et nouvelles

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 12.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

den, en Utah. Il est l'inventeur de plusieurs armes à feu connues sous d'autres noms que le sien, mais pour lesquelles il touche, paraît-il, des droits s'élevant parfois à 5000 francs par jour. C'est à lui que l'on doit tous les modèles produits par la Winchester Arms Co (les types dits 1886, 1890, 1892, 1894, 1895 et 1897) ; le Remington ordinaire ; le Remington automatique ; le fusil à répétition Stevens ; la mitrailleuse Colt ; les pistolets automatiques Colt (en service dans l'armée américaine).

Les armes produites avant la guerre par la Fabrique Nationale de Liége, en Belgique, étaient dessinées sur les patentes Browning [1]. G. N. T.

CHRONIQUES et NOUVELLES

CHRONIQUE SUISSE

Fin d'année. — Promotions, démission. — La question budgétaire. — Les intentions britanniques au sujet du désarmement. — Encore les origines de la guerre; accord indispensable.

L'année finit tristement pour nos troupes. Tristement mais en même temps noblement. Elles terminent la guerre, à cet égard, dans des conditions qui leur permettent de rentrer dans leurs foyers avec le sentiment justifié d'avoir rempli tout leur devoir, et de l'avoir payé, malheureusement, par des sacrifices douloureux, qui auraient été évités si tous ceux qui se revendiquent de la liberté helvétique avaient compris le leur. C'est un vilain spectacle qu'ont offert les fauteurs de la grève générale, spectacle d'ignorance et de haine. Il ne fait que mieux ressortir la dignité avec laquelle nos soldats ont rempli leur mission. Les témoignages que leur rend l'affection publique sont une récompense à laquelle tous les cœurs sont heureux de se joindre.

* * *

Nous sommes entrés dans la période des promotions. La *Revue militaire suisse* a l'habitude de réserver les louanges aux élus pour la rubrique des notices nécrologiques qu'elle n'est d'ailleurs jamais et aucunement pressée de rédiger. Elle restera fidèle à cette attitude

[1] Tous les renseignements contenus dans cette communication ont été donnés à la presse par le *Committee on Public Information* dès le mois de février 1918. Le permis de reproduction de la photographie jointe à cet article date du 5 juillet 1918.

militaire et se bornera à constater que le colonel-divisionnaire L. H. Bornand, promu colonel-commandant de corps, remplace à la tête du 1er corps d'armée le colonel Audeoud, et qu'il est lui-même remplacé à la tête de la 1re division par le colonel-divisionnaire Ed. de Meuron, venu de la 2e brigade d'infanterie.

Le Conseil fédéral a promu, en outre, commandants de corps les colonels-divisionnaires F. Brugger, à Coire, et R. Weber, à Berne. Ces promotions n'entraînent pas de changements dans des commandements subalternes.

Il en sera de même du départ du général Wille qui vient de donner sa démission de commandant en chef de l'armée fédérale. Les événements actuels paraissent autoriser le retour au régime de paix. Le Conseil fédéral va donc reprendre en mains toute l'administration supérieure, et les Chambres fédérales, fidèles à leurs habitudes d'atermoiement aux heures où quelque énergie serait nécessaire, auront réussi à éviter la revision des articles 204 et 208 de la loi militaire.

* * *

La question budgétaire a été posée à l'occasion de la présentation du budget de la Confédération pour 1919. Celui-ci, élaboré au mois d'août, contenait tous les chiffres d'un budget de guerre. Le Conseil national a prié l'exécutif de le ramener aux proportions d'un budget de paix, plus, naturellement, les crédits nécessaires à la liquidation des affaires courantes. Le Département militaire a entrepris cette étude. Déjà des économies sont apportées par suppression de certains cours de répétition. Cela se conçoit. On peut admettre, d'une façon générale, que pendant un temps plus ou moins long, les anciennes classes d'âge seront dispensées de toutes convocations pour manœuvres. Il est probable que le chapitre des fortifications supportera aussi des coups de ciseaux. La fabrication des munitions est encore un domaine où le ralentissement d'activité deviendra possible. Nous devons posséder maintenant un approvisionnement suffisant pour alimenter pendant un certain temps les cours d'instruction.

Un autre objet militaire soulevé aux Chambres est la revision de la loi d'assurance militaire. Un collaborateur nous a informé qu'il traiterait cet objet dans un article spécial. Nous ne faisons donc que le signaler.

* * *

On ne s'éloigne pas des considérations budgétaires en prêtant attention à la proposition, annoncée par le gouvernement britan-

nique, d'abolir partout la conscription militaire. Aucun détail ne fixant le sens exact de cette proposition, il est difficile d'en fixer les limites. Par conscription, le gouvernement britannique entend assurément le service obligatoire et général auquel répondent les grandes armées permanentes actuelles. Faut-il y voir plus que cela et envisager la perspective d'une suppression totale des armées ? Dans ce cas, la future société des nations se trouverait fort démunie le jour où tels de ses membres, orientaux ou autres, prendraient la fantaisie de régler par une guerre, fût-elle improvisée, leurs différends particuliers. Ou bien, considérant qu'en l'état actuel de leur bienveillance mutuelle les hommes ne paraissent guère en mesure de se passer d'une force armée pour sanctionner leurs bonnes intentions pacifiques, le gouvernement britannique entend-il rétablir, sous une forme ou une autre, les anciennes armées de professionnels, avec effectifs arrêtés suivant une norme à établir ? Ou encore, le pouvoir fédéral suprême recevrait-il le droit exclusif de constituer une armée commune, sorte de gendarmerie fédérale préposée au maintien de l'ordre dans les Etats en société ? Ou enfin, et plus simplement, l'intention serait-elle de remplacer le service à long terme par le service à court terme des milices ? Autant de points d'interrogations que rien n'autorise à trancher actuellement. Mais il suffit de les indiquer pour signaler la répercussion que peut exercer une convention militaire internationale sur nos affaires militaires intérieures.

D'ici que des projets précis et pratiques aient vu le jour, du temps s'écoulera pendant lequel notre devoir vis-à-vis de nous-mêmes sera de ne pas nous livrer à un idéalisme échevelé, source de désillusions et encouragement aux périls qui toujours et partout ont guetté les gens désarmés. Rappelons-nous — expérience dont la guerre européenne elle-même est le dernier en date, — que non le pacifisme sans doute, mais les pacifistes sont les artisans les plus redoutables de la guerre.

* * *

A l'occasion de la publication des rapports du ministre bavarois à Berlin, comte Lerchenfeld, rapports démontrant la part de l'Allemagne dans l'envoi par l'Autriche-Hongrie de son ultimatum du 23 juillet 1914 à la Serbie, le lieutenant-colonel C. Frey avait rédigé un post-scriptum à sa lettre du mois de novembre. Ce post-scriptum nous est arrivé trop tard pour être utilisé. Depuis, notre camarade nous a fait savoir qu'il renonçait à son insertion, notre réplique à sa lettre lui laissant admettre que non seulement nous

ne nous entendions pas mais que nous ne nous entendrions jamais. Revenant spécialement sur la notion de la neutralité, il nous écrit qu'il n'entend nullement en faire le synonyme d'aveuglement mais celui du sentiment de la justice (Gerechtigkeit). « Lorsque les archives des *deux camps* seront sorties de l'œuvre, ajoute-t-il, alors on reconnaîtra que la guerre européenne *devait* éclater tôt ou tard. Sa responsabilité appartient à tous les hommes d'Etat qui ont pratiqué la politique réaliste (Realpolitik) selon les traditions historiques, en contradiction avec Wilson qui a réalisé par le glaive son idéal pacifiste. »

Il y aurait une foule d'observations intéressantes et hautement instructives à greffer sur ces quelques lignes. L'espace nous fait malheureusement défaut. On ferait remarquer d'abord comment elles renouvellent le sophisme de la guerre préventive auquel les Allemands ont recouru pour excuser leur responsabilité d'agresseurs, lorsqu'il leur est devenu impossible de la nier. Ce sophisme, on le croyait définitivement condamné par toutes les objections qui en ont démontré la fragilité, et nous sommes surpris de le voir ramasser de nouveau par notre contradicteur. (Lire, par exemple, sur ce sujet, les écrits de Zurlinden, à Zurich.) Elles sont aussi un nouvel exemple des affirmations de la foi que notre camarade oppose aux observations de la raison. Après nous avoir déclaré en termes catégoriques l'impossibilité de se prononcer sur les origines de la guerre avant que les archives diplomatiques aient été consciencieusement fouillées, il nous déclare aujourd'hui non moins catégoriquement qu'elles prouveront que la guerre de 1914 *devait* éclater tôt ou tard. Pour l'amour du bon Dieu qu'en sait-il puisqu'il les ignore? En vertu de cette ignorance, il nous interdit de conclure sur des faits qui remontent à 1914 et qu'une foule d'indices et de présomptions démontrent, mais elle l'autorise, lui, à prononcer sur des découvertes à venir et sur des suppositions jusqu'à ce jour entièrement gratuites.

Il est clair que si nous continuons à raisonner d'après des méthodes aussi contradictoires, nous ne nous entendrons jamais. Et pourtant il faut que nous parvenions à nous entendre, non pas peut-être lui et moi qui ne sommes que des unités dont les oppositions d'opinions individuelles sont sans importance, mais les cercles encore nombreux de la Suisse allemande où l'on pense comme lui, et ceux non moins nombreux dans la Suisse romande où l'on pense d'une façon diamétralement contraire. C'est en cela que réside le caractère sérieux, je dirai même le caractère éminemment grave de notre débat. Il nous dépasse de beaucoup tous les deux. Il intéresse

l'unité morale de la Suisse, sans laquelle il ne saurait y avoir d'unité politique, donc aucune défense sûre de nos intérêts publics vis-à-vis de l'étranger.

Nous reviendrons donc sur cet objet qui, dans ce moment-ci, domine tout autre. En attendant, je remercie le lieutenant-colonel C. Frey de l'avoir abordé en exprimant si nettement des conceptions qu'en Suisse romande nous considérons, à tort ou à raison, comme un phénomène d'intoxication allemande. Au moins de cette façon-là a-t-il rendu possible une discussion loyale, dégagée de réticences et d'équivoques. Elle ne peut être qu'utile parce que rien ne doit être plus vivement désiré par les Suisses de toute appartenance que le retour d'une union qui tarde à se rétablir, et qui ne se rétablirait pas si sur les problèmes moraux et politiques fondamentaux soulevés par la guerre nous ne parvenions pas à trouver, je ne dis pas un compromis qui, en pareille matière, ne serait qu'un mensonge partagé, mais l'accord réel sur les principes. A ce défaut, la Suisse, qui a prétendu prouver au monde la possibilité d'une vie commune entre des races différentes, ne serait plus qu'un Etat en faillite.

CHRONIQUE INTERNATIONALE

Les dernières opérations de la guerre européenne.

Après les succès de juillet sur la Marne et l'Aisne, et d'août sur l'Avre et la Somme, la première tâche des alliés en septembre était de réduire les saillants qui subsistaient encore, de rejeter l'ennemi sur ses anciennes lignes et de s'assurer sur tout le front de bonnes positions de départ pour l'offensive générale.

Dès le premier jour du mois, la bataille s'engage de nouveau aux deux ailes.

Du 1er au 9 septembre, l'armée Mangin progresse au nord de Soissons et vient border le massif de Saint-Gobain. En même temps, à l'aile nord, l'armée Horne s'attaque aux défenses avancées de Douai et de Lille. Du 2 au 5 septembre, cette armée réalise un gain de 20 kilomètres, et capture 19 000 prisonniers et plus de 200 canons.

Les succès de ces deux armées déterminent un recul ennemi sur l'ensemble du front. Les armées Humbert et Debeney arrivent devant La Fère et Saint-Quentin ; les 3e et 4e armées britanniques s'approchent de la ligne Hindenbourg ; le 12, elles font encore 12 000 prisonniers et prennent 100 canons.

Le même jour l'armée américaine, appuyée à gauche par des troupes françaises, réduit la hernie de Saint-Mihiel, faisant 15 000 prisonniers et prenant 200 canons.

A partir du milieu de septembre tout est prêt pour l'offensive générale.

Foch la déclenche presque simultanément en Argonne, en Champagne, dans la région de Cambrai et en Flandre.

Le 26 septembre au matin, la 1re armée américaine du général Pershing et la 4e armée française du général Gouraud attaquent sur un front de 70 km., de la Meuse à la Suippe. Entre les deux armées l'étroit secteur boisé de l'Argonne reste calme.

L'attaque réussit d'emblée. Le premier jour les Américains progressent de 7 à 8 km., les Français de 5 à 6 km. Les jours suivants, l'offensive se poursuit et gagne du terrain surtout à l'aile gauche, débordant par l'est la région des Monts de Champagne.

A ce moment, la 5e armée attaque à l'ouest de Reims face au nord-est, franchit le canal de l'Aisne et menace de déborder par le nord-ouest les positions ennemies devant Reims.

Sous cette double menace les Allemands évacuent dans la nuit du 4 au 5 octobre le fort de Brimont, Nogent-l'Abesse et la chaîne des Monts. La retraite allemande ne s'arrête qu'au nord de l'Aisne. Le 12, les Français sont à Vouziers.

Le 27 septembre, le lendemain de l'attaque de Champagne, les 1re et 3e armées britanniques (Horne et Byng) attaquent sur un front de 25 km. de part et d'autre de Cambrai. En trois jours, ces armées prennent 28 500 prisonniers et 380 canons.

Le 30 septembre, l'attaque s'élargit vers le sud jusqu'à l'Oise, par l'entrée en ligne des armées Rawlinson et Debeney. La ligne Siegfried est enfoncée entre Saint-Quentin et Cambrai. Cette dernière ville est prise le 4 octobre.

Le 8 octobre, nouvelle attaque. Les Anglais prennent Cambrai le 9, et le Cateau le 10 octobre.

A ce moment, la situation des troupes allemandes dans la région entre Aisne et Oise devient très risquée. Dès le 12, les Allemands évacuent le Chemin des Dames et le massif de Saint-Gobain. Le 15 octobre, l'armée Mangin occupe et dépasse Laon.

Partout, de la Meuse à l'Escaut, les positions allemandes sont enfoncées.

En même temps, elles sont débordées au nord par la troisième offensive, celle des Flandres, déclenchée le 28 septembre, par l'armée belge et la 2e armée anglaise, sous la direction du roi Albert. Là aussi, dès le premier jour, le succès est complet. Les Allemands sont refoulés sur tout le front entre Armentières et Dixmude, perdant 10 000 prisonniers et 250 canons.

Après deux semaines de répit, le groupe des Flandres, renforcé de troupes françaises, reprend l'attaque le 14 octobre. Le 17, les Allemands cèdent sur tout le front de Lille à la mer et abandonnent toute la côte belge. Les jours suivants, les troupes belges occupent Ostende et Bruges et atteignent la frontière hollandaise. Les Allemands perdent de nouveau de nombreux prisonniers, des centaines de canons et des milliers de mitrailleuses.

En même temps que les Belges entrent à Bruges, les Anglais, à leur droite, occupent Douai, Lille, Roubaix, Tourcoing et Denain. Ils bordent l'Escaut de Courtrai à Valenciennes.

Les Allemands essaient de reprendre pied derrière l'Escaut et ses affluents l'Ecaillon et la Rhonelle, ainsi que le long du canal de la Sambre à l'Oise. Les Alliés ne leur en laissent pas le temps. Dès le 17 octobre, l'offensive anglo-française reprend entre Escaut et Oise. Du 17 au 25 elle réalise de sérieux progrès ; elle franchit l'Ecaillon et atteint la Rhonelle et le canal Sambre-Oise.

Pendant ce temps, le centre allemand, entre Aisne et Oise, continue à former un vaste saillant, occupé par 35 divisions, du sud-est du Cateau à l'ouest de Rethel sur l'Aisne.

Là aussi les armées françaises Debeney, Mangin et Guillaumat (succédant à Berthelot comme commandant de la 5e armée) attaquent sans relâche à partir du 18 octobre et gagnent du terrain chaque jour. Au 28 octobre, la résistance allemande entre Aisne et Oise est définitivement brisée.

Pendant ce temps, la 4e armée a progressé à l'est de Vouziers, dégageant définitivement les débouchés nord de l'Argonne. De la mi-juillet à fin octobre, les Allemands ont perdu toutes leurs positions organisées, 300 000 prisonniers et 5000 canons.

Sur les autres théâtres de guerre les Alliés de l'Allemagne n'ont pas été plus heureux en septembre et octobre.

Dans les Balkans l'offensive de Franchet d'Esperey, déclenchée le 16 septembre, aboutit le 30 septembre à la capitulation de la Bulgarie. A fin octobre toute la Serbie est réoccupée sans résistance sérieuse de la part des Austro-Allemands, qui battent précipitamment en retraite.

De même, en Palestine, l'armée anglaise reprend l'offensive le 18 septembre et remporte d'emblée un brillant succès. Pendant les derniers jours de septembre et tout le mois d'octobre, les troupes anglaises marchent en Syrie de victoire en victoire. Le 26 octobre, elles scellent définitivement leurs conquêtes par l'occupation d'Alep, clef des chemins de fer d'Orient.

* * *

L'offensive italienne ne s'est déclenchée que le 24 octobre, l'anniversaire de Caporetto. La résistance autrichienne n'a duré que quelques jours. A la fin du mois les armées de l'Autriche-Hongrie sont en pleine retraite, et son empereur réclame à grands cris l'armistice et la paix.

Les premiers jours de novembre voient encore des combats acharnés sur tout le front de France.

Au nord de Verdun la 1re armée américaine, qui a relativement peu progressé en octobre, bouscule les dernières lignes allemandes à l'est de l'Argonne. Son centre progresse rapidement vers Sedan, tandis que sa droite achève de déblayer la rive est de la Meuse. A gauche des Américains, l'armée Gouraud pousse vivement sur Mézières et Rocroi.

De là à la frontière hollandaise, les Allemands reculent partout serrés de près par les armées alliées.

Les négociations entamées dès le début du mois aboutissent le 11 novembre à l'armistice qui donne aux armées alliées toute la rive gauche du Rhin allemand et les trois têtes de pont de Mayence, Coblenz et Cologne.

CHRONIQUE PORTUGAISE

(De notre correspondant particulier.)

Les premières impressions au moment de l'armistice.

Que d'événements sensationnels depuis mon dernier envoi !

La demande d'armistice des Empires centraux a produit chez nous une impression énorme. Du jour au lendemain, le pays parut s'être réveillé d'un lourd cauchemar. La possibilité d'une paix prochaine, laissant entrevoir le retour de la vie sociale d'autrefois, a secoué fortement la nation.

Aussitôt la nouvelle répandue, on se mit à discuter les conséquences ; chacun émit son opinion sensée ou fantaisiste. Les circonstances se prêtaient particulièrement au développement de nombreuses hypothèses. Les esprits les plus divers peuvent alléguer les leurs. Les premières intéressèrent naturellement la possibilité du démembrement de quelques-unes des grandes nationalités d'avant la guerre. Elles visèrent surtout la monarchie dualiste autrichienne. D'aucuns considérèrent comme venue pour la Hongrie l'occasion de secouer le joug et la domination de l'Autriche, celle-ci, d'après eux, l'ayant entraînée à la guerre et conduite à la ruine. Aussi

bien, remarquent ces commentateurs, le peuple hongrois possède-t-il des qualités de vitalité et de persévérance suffisantes pour constituer une nation digne d'occuper sa place dans la nouvelle Société des Nations.

Le remplacement des grandes puissances de l'Europe centrale par un ensemble d'Etats plus petits, disent-ils encore, offre la seule garantie solide du rétablissement et du maintien d'une Europe pacifique, vivant de travail et de justice. On entrevoit mieux aussi la possibilité d'une intervention des autres nations dans la réglementation et la résolution de litiges futurs entre peuples. Les moyens deviendront suffisants pour garantir la sanction des sentences rendues par un Tribunal diplomatique international.

On conçoit moins un semblable démembrement de l'Allemagne, ce qui n'empêche pas les esprits de tendances plus radicales d'en parler et de voir déjà à la place de l'Empire une agglomération de petites nations indépendantes.

En dehors des Empires centraux, notre opinion est unanime sur le chapitre du rétablissement d'une Pologne libre dans les territoires jadis polonais.

Au sujet de l'Alsace-Lorraine on discerne deux tendances : ou une Alsace et une Lorraine rendues intégralement à la France comme avant 1871, ou, s'il apparaissait que le pays avait été suffisamment germanisé par une domination de près d'un demi-siècle, et que l'enthousiasme ne fût pas suffisant à l'idée de redevenir français, la constitution d'un nouvel Etat tout-à-fait indépendant politiquement et économiquement, ajouté à la liste des petites nations libres et neutres[1].

En resumé, l'idée d'une Mitteleuropa, comme Naumann l'avait conçue, est chez nous considérée comme déchue. Les grandes nations centrales devraient plutôt céder le terrain à de plus petites communautés auxquelles serait ouvert à toutes, si possible, un accès à la mer et qui seraient reçues dans la Société des Nations à égalité avec les grandes puissances. Les pays d'une civilisation inférieure et dont l'incompétence gouvernementale aurait été mise en lumière par la guerre verraient leur sphère d'action limitée et seraient dépossédés au bénéfice d'autres gouvernements, ou leurs territoires seraient internationalisés, d'après le Statut de la Société des Nations.

[1] Il est probable qu'à la suite des manifestations qui se sont produites en Alsace et en Lorraine à l'occasion de l'entrée des troupes françaises et de la visite du Président de la République, l'unanimité des opinions se sera faite au Portugal comme ailleurs. *(Réd.)*

A ce domaine délicat appartient la question coloniale. Le dilemme est, actuellement, le suivant : L'Allemagne a perdu toutes ses colonies. L'Angleterre ne souhaitera aucunement qu'elles retournent à leur ancien possesseur. Que résoudre ? Accepterait-on l'idée d'une *Confédération internationale* des colonies des Etats européens, avec un gouvernement mixte désigné par la Société des Nations et où toutes seraient représentées en proportion des intérêts, de la superficie territoriale, de l'importance des populations, etc. Toute solution est difficile.

* * *

Les *considérations militaires* ont été discutées passionnément dans les cercles de l'armée. D'un côté on a vu les techniciens admirant et glorifiant l'Allemagne qui n'a pu être mise en déroute que lorsque tout le reste du monde eut pris les armes contre elle. De l'autre côté, ceux qui faisaient remarquer que l'Allemagne avait eu des alliés soumis à son autorité et qu'en outre elle a fait une guerre honteuse, renouvelant les pratiques sanglantes des barbares, détruisant les monuments, massacrant dans un but de convoitise, rétablissant l'esclavage et mettant la main sur les biens d'autrui.

Peu importe cette discussion. Il est hors de doute que pendant 40 années l'Empire allemand a constitué une menace permanente à la paix ; il n'a jamais perdu, pendant cette longue période, une occasion de faire savoir que l'armée allemande avait son épée aiguisée et sa poudre sèche. Le Capitole, il est vrai, est près de la Roche tarpéienne.

* * *

Je ne m'arrête pas au mouvement économique que l'annonce d'une paix prochaine a immédiatement influencé de diverses façons ; et j'aborde l'aspect juridique qui, de tous ceux dont s'éclaire la question de la paix, a retenu le plus vivement l'attention populaire. Quel sera le châtiment ? se sont demandé les uns et les autres. A ceux qui déclarent que doit périr par le fer celui qui a frappé avec le fer, d'autres opposent la nouvelle religion prêchée par Wilson : « Le principe qui régit notre programme est celui de la justice pour tous les peuples, faibles ou forts ; c'est le droit pour eux de vivre dans des conditions de liberté et de sécurité réciproques. Tant que les bases de ce principe ne seront pas admises, aucun monument de justice internationale ne pourra s'élever. »

Le sentiment populaire ne croit pas à une justice entière sans la restitution complète des contrées envahies et la large indem-

nisation des victimes, des massacres, des ruines et des vilenies. Notre sentiment populaire va plus loin ; il ne voit pas la justice sans la vengeance ; œil pour œil, dent pour dent. Après tant de ravages et de barbarie, l'esprit populaire n'accepte pas de bon gré la formule : *sans compensations ni indemnisations.*

L'intellectualisme ne pense pas aussi radicalement. Les conditions de paix imposées aux Centraux régleront les comptes actuels et ceux du passé. Les crimes seront soumis au jugement d'un tribunal international légalement constitué et où, à l'abri des influences nerveuses de la guerre, les causes, les faits et les hommes seront jugés dans le calme et avec justice. Seulement alors, le but de Wilson de faire du monde un endroit où l'on puisse vivre, sera réalisé.

Les morts seront vengés et l'aventure machiavélique du soi-disant César allemand restera dans l'histoire comme une grande et émouvante leçon aux autoritaires, mégalomanes, ambitieux et perturbateurs de la paix du monde et des relations amicales entre peuples.

Telles sont les idées qui se sont manifestées chez nous aussitôt après connaissance de la demande d'armistice des Impériaux. Les événements ultérieurs en ont confirmé quelques-unes et dépassé la plupart. L'opinion nationale, dans ce moment-ci, suit avec un intérêt vivace la marche triomphante de la démocratie et attend avec foi et confiance la Conférence de la Paix qui appliquera la justice, appliquera le droit et indemnisera les sacrifices.

L'heure des comptes finaux approche et le Portugal prendra sa place au débat en sa qualité de nation loyale, qui fut fidèle à ses alliances et qui a concouru, selon ses forces, à la libération de l'humanité.

Novembre 1918.

CHRONIQUE DES ÉTATS-UNIS[1]

(De notre correspondant particulier.)

Le passage de l'armée américaine de la paix à la guerre. — Les erreurs d'appréciation de l'état-major allemand. — L'Amérique en Europe.

On a été fort agréablement surpris, dans les milieux alliés, de l'entrain, de la bravoure presque téméraire, de la discipline des jeunes troupes américaines, et des résultats que ces trois facteurs

[1] Cette chronique envoyée à fin juin, a été retenue par la censure jusqu'à la signature de l'armistice. *(Réd.)*

ont obtenus. Et ces résultats sont aussi importants au point de vue moral — on le sait — que sous le rapport matériel, stratégique.

Des facteurs en question, l'un — l'entrain — n'a jamais manqué aux soldats yankees, même aux plus mauvais jours de l'organisation milicienne d'antan, alors que bien des unités de la *National Guard* n'avaient guère d'autre valeur que celle qu'on peut attacher à des sociétés de tir, et à des clubs politiques. La bravoure : cette qualité aussi a toujours existé, quoique parfois à l'état latent, parmi ces troupes. Mais ici, il faut s'entendre. L'homme qui, sans transition et sans avoir servi, passe de son bureau, de sa boutique sur le champ de bataille, et se comporte en héros, existe peut-être ; mais les spécimens de cette espèce anormale sont excessivement rares. Dans l'immense majorité des cas, cet homme a une peur terrible, et si ses camarades et ses supérieurs sont du même acabit, et qu'il ne se sente pas entraîné, il se couche par terre, ou se sauve.

C'est ce phénomène très naturel qui s'est produit dans les premières batailles de la Guerre de Sécession, et, à une époque bien plus récente, lors de la guerre hispano-américaine. On avait demandé l'impossible à ces gardes nationaux, et ils n'ont pas pu l'accomplir. Malheureusement, la mauvaise impression causée, dans les milieux militaires européens, par la triste figure de certains régiments de milice des Etats-Unis dans ces circonstances, et surtout en 1898, avait jeté le plus complet discrédit sur la valeur de ces troupes. En somme, cette opinion n'était fondée que pour le cas où la préparation des hommes à la guerre n'existait pas. Toutes les fois que les soldats américains ont été placés dans des conditions normales, le courage, la témérité même naturels à la race ont éclaté au grand jour. La preuve en est dans les brillants faits d'armes au Mexique en 1847 ; ceux de la Guerre Civile, après que l'entraînement fut terminé, et, même en 1898, les prouesses peu connues, aux Philippines, de gardes nationales comme celles de Pennsylvania et Colorado qui avaient reçu, par la force des choses, une véritable préparation. Aussi peut-on considérer comme le témoignange le plus flatteur pour l'œuvre militaire américaine le fait que les Européens font l'éloge de la *discipline* des soldats des Etats-Unis. A vrai dire, cet éloge a étonné les Américains eux-mêmes ; et cela se conçoit si l'on songe au triste aspect, sous ce rapport, de nos gardes nationales, il y a quatre ou cinq ans à peine.

Les gens les plus surpris — et bien désagréablement — de la valeur actuelle de l'armée américaine, ce sont les Allemands. Bien qu'ils aient été convaincus, en avril 1917, lorsque les Etats-Unis

sont entrés en lice à leur tour, que les Alliés seraient obligés de demander la paix avant que les troupes américaines pussent être mises en ligne, ils n'en conservaient pas moins la conviction que ces troupes étaient une quantité négligeable. Les rapports de leurs attachés militaires, comme les renseignements de leurs espions, et le témoignage des voyageurs d'outre-Rhin s'accordaient tous sur ce point. Non seulement la qualité était défectueuse et le nombre insignifiant, mais l'esprit militaire manquait. Toutes ces considérations, et bien d'autres encore, mille fois répétées, ont fini par agir sur l'opinion allemande et la tranquilliser d'autant plus qu'étant donné le nombre énorme de « Germans » établis aux Etats-Unis, beaucoup d'Américains eux-mêmes, professeurs, écrivains, hommes politiques, éprouvaient des doutes sur la possibilité d'une rupture sérieuse entre les deux pays.

Pour une fois la sagacité militaire teutonne a fait fausse route. Elle avait peut-être jugé l'armée russe à sa vraie valeur, et escompté l'impuissance de la Roumanie. Il est possible qu'elle ait évalué correctement l'étendue de l'appoint apporté aux Alliés par l'Italie. Une chose reste évidente, c'est qu'elle s'est entièrement méprise sur l'effort américain. Cette erreur semble porter sur trois points capitaux :

1° L'Amérique eût-elle les moyens et le temps de lever une armée suffisante, l'activité des sous-marins allemands et le manque de navires de transport empêcheront cette armée ou sa presque totalité d'arriver en Europe.

2° L'insuffisance en effectifs et en préparation est telle que, pût-elle être transportée en Europe, cette armée devra y être gardée en réserve trop longtemps pour rendre des services appréciables dans le présent conflit.

3° Enfin, et ceci enlève même aux deux précédentes propositions toute utilité pratique, les Etats-Unis n'arriveront pas à lever une armée suffisante parce que la nation a nettement témoigné son opposition contre la conscription.

Ces trois propositions, avec lesquelles le gouvernement du Kaiser leurrait son peuple — et se leurrait lui-même par contagion à force de les manipuler — ces propositions ont été rudement, radicalement et rapidement démenties par les faits.

Tout d'abord, la loi sur la conscription a passé, pour employer l'expression vulgaire, comme une lettre à la poste. Le spectacle de deux ans et neuf mois de guerre européenne avait entièrement convaincu la nation américaine de la nécessité de ce qui peut sembler une dérogation brutale aux institutions du pays.

En second lieu, la faiblesse des effectifs fut remédiée, presque insensiblement, par le formidable nombre des engagés volontaires et l'appel des gens tombés à la conscription. Quant à la préparation, les Allemands avaient négligé un facteur important : le service des frontières aux confins du Mexique. Presque toute l'armée régulière et une grande partie de la garde nationale ont fait là, en 1916, un métier assez dur pendant près de huit mois. Pour les gardes nationaux des divers Etats, ce fut une excellente école sous tous les rapports, et surtout sous celui de la discipline. Il y eut là un entraînement « intensif », sans précédent ; et les miliciens, en rentrant dans leurs foyers, étaient devenus des soldats considérablement dégrossis, rompus à la marche, à la vie en campagne ; l'artillerie, en particulier, avait reçu une instruction pratique inespérée. Soit dit en passant, les gens qui, aux Etats-Unis, désappointés par le manque de résultats, sous le rapport des affaires du Mexique, de la mobilisation de 1916, se plaignaient bruyamment des millions dépensés, disaient-ils, en pure perte, ces gens-là ne se doutaient guère de l'énorme utilité que cette mobilisation était destinée à avoir, moins d'un an plus tard, dans un conflit autrement important. Lorsqu'éclata la guerre avec l'Allemagne, et qu'il fallut compléter les unités de la garde nationale sur le pied de guerre, on se trouva avoir dans chacune de ses unités un fort noyau d'hommes instruits, habitués déjà au service en campagne. C'est à ceci qu'on doit attribuer la rapidité de l'entraînement des premières divisions de la Garde Nationale, la 26e et la 42e particulièrement, qui n'ont cessé de se distinguer de la façon la plus brillante depuis leur arrivée sur le front au début de 1918.

En ce qui concerne l'Armée dite « Nationale », composée de conscrits tombés au sort, tout était à faire. Mais il ne faut pas oublier que ces troupes n'étaient appelées à partir qu'en troisième ligne, après les réguliers et la Garde Nationale. Cela donnait donc du temps. Du reste, l'on a soumis les divisions de cette Armée Nationale à un dressage intensif, pour lequel le concours d'officiers français et anglais a été précieux. Il faut bien croire que leur entraînement a été bon, puisque celles de ces divisions qui ont déjà vu le feu s'y sont comportées de manière à recevoir les éloges des états-majors français et britannique.

Il ne faut pas oublier, d'ailleurs, que, pour la mise à point de toutes ces troupes, l'Amérique avait entre les mains un atout que les autres alliés ne possédaient point au début de la guerre : l'expérience des trois années de lutte des forces de l'Entente. Dès le commencement de leur instruction, nos hommes, dans les Camps, ont

été initiés aux procédés de combat les plus récents, familiarisés avec les outillages de la dernière heure.

Ils n'ont donc pas eu autant à apprendre, sur le champ de bataille, qu'on le croirait à première vue. Avec leur dressage initial dans les Camps des Etats-Unis, leur stage dans les Camps d'Europe, et finalement leur instruction pratique dernière sur le front, sous la surveillance et avec le concours des régiments de vétérans franco-anglais ou canadiens, nos soldats ont probablement reçu l'entraînement le plus complet, le plus progressif et scientifique qui soit jamais échu en partage à une armée. Les chances de fautes, d'erreurs ont été réduites au minimum.

Malheureusement pour les Allemands, qui s'étaient trompés sur la possibilité de recruter et de préparer à temps une armée américaine, ils ont encore reçu un démenti éclatant en ce qui concerne le transport de cette armée en Europe. Et ceci n'a pas besoin de commentaires, car tout le déchaînement de la guerre sous-marine et la prétendue disette de transports n'ont pu empêcher les Etats-Unis de faire parvenir en Europe, avec une irréprochable régularité et une progression toujours croissante, une nuée de soldats, dépassant aujourd'hui le nombre de deux millions.

INFORMATIONS

Orthographe et français fédéral. — Je viens de recevoir de l'Adjudance générale à Berne un rapport imprimé qui a dû être envoyé à tous les officiers, relatif à la « Chaussure de nos troupes ». On trouve dans ce rapport des choses intéressantes; on y trouve aussi des fautes d'orthographe. De plus, le français en est tellement fédéral que je n'ose le qualifier de français de cuisine, de peur de m'attirer les foudres du corps des cuistots.

Je ne veux pas insister sur les fautes d'orthographe ; que « parmi » s'écrive par exemple « parmis », je n'y vois pas de très gros inconvénient. Les fautes de français sont plus désagréables pour le lecteur, qui souvent perd du temps à chercher à comprendre. S'il ne sait pas l'allemand, il n'a pas la ressource de traduire la phrase incompréhensible mot à mot en allemand pour en trouver le sens caché.

Avec de la bonne volonté on arrive cependant facilement à comprendre la brochure relative à la « chaussure de nos troupes »